



LE PROFIT AVANT L'HOMME?

Quand on parle mondialisation, on parle délocalisation.

PAR DENISE PROULX

De 1975 à 1995, l'économie néolibérale a réussi à assurer le bien-être individuel et la richesse collective. Le Québec et le Canada subventionnaient l'internationalisation des firmes locales, tout en supprimant les entraves aux opérations des firmes étrangères dans leur marché intérieur. Aujourd'hui, la moitié du produit intérieur brut du Québec dépend des activités d'exportation de biens et de services. En 2000, les exportations totales du Québec, dont les principaux partenaires se situent au Canada et aux États-Unis, équivalaient à 136 milliards

de dollars canadiens. La mondialisation était dès lors devenue une véritable religion transformant totalement les vies et les sociétés.

À partir de 1995, des voix commencent à accuser le credo libéral d'affamer des peuples et de causer des guerres et des catastrophes à cause d'une exploitation abusive des ressources naturelles. Dorénavant, le discours néolibéral appliqué par le Consensus de Washington fait face à une horde

de critiques en provenance d'organisations nationales et internationales.

En 2004, le Consensus de Copenhague, signé par huit économistes et l'Institut danois d'évaluation environnementale dirigé par Bjorn Lomborg, propose une hiérarchie de solutions économiques face à dix grands problèmes de la planète. En tête de liste vient le VIH/SIDA. Investir 27 milliards de dollars pour éviter 28 millions de nouveaux cas d'ici 2010 rapporterait

C'est illusoire d'imaginer qu'on va réussir à conserver certaines catégories d'emplois au Québec si l'économie connaît des changements continuels sur la planète.



Faut-il moraliser l'économie?

Georges W. Bush est un homme moral, un *reborn*, qui s'est sorti d'une vie désordonnée grâce à la religion. C'est au nom de la liberté que son administration néolibérale conservatrice s'acharne à transformer des règles et des normes économiques internationales auxquelles les États ont à se conformer au détriment de leur souveraineté. Les néolibéraux offrent des modèles moraux qui retournent à l'individu, au groupe et à la communauté la responsabilité de se prendre en main. Ils parlent de partenariat, de déréglementation, de privatisation et de retrait de l'État.

Les valeurs portées par le mouvement social reposent, quant à elles, sur des questions de démocratie et de droits humains. Elles incluent l'écologie, l'équité homme/femme, la transparence dans le fonctionnement des entreprises.

« C'est un piège qui fonctionne dans les deux sens. Ce n'est pas parce que les gens invoquent des valeurs que l'on dit nouvelles que nous devons nous en contenter », critique **Jules Duchastel**, sociologue et philosophe, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).



Il s'explique: « Prenons l'exemple de la gouvernance, un concept qui est généralement associé à l'épithète bonne. C'est au nom de cette valeur, la bonne gouvernance, que les exi-

gences du Fonds monétaire international ont détruit l'économie de l'Argentine. Tant que l'on parle de transparence et d'imputabilité, la société civile se montre peu critique face au modèle de gouvernance appliqué au sein même des grandes entreprises internationales. Elle accepte leur discours. Par contre, elle est très critique face aux actions des États et elle les attaque tout comme le font les entreprises. En agissant ainsi, la société civile affaiblit les règles démocratiques qui lui garantissent un droit de parole. Faute de mouvements politiques structurés qui défendraient des solutions alternatives crédibles, le combat des valeurs se déplace entre les industriels et la société civile. Lorsqu'on parle de gouvernance, de transparence, de démocratie, tout le monde est pour la vertu et peut facilement tomber d'accord sur la même chose », ajoute-t-il.

Jules Duchastel demeure optimiste. Il voit dans la mobilisation croissante des gens une façon de détruire le mythe du Dieu néolibéral et de rétablir une véritable Trinité dans la société: l'État – jadis providentiel –, la société civile et les entreprises. Cette trinité donnera lieu à une nouvelle forme d'économie. « La société civile doit absolument se repolitiser, participer et s'engager aussi bien localement que sur la scène internationale. À défaut, elle ne va jamais rétablir une équité entre les nations et la mondialisation va continuer à produire ses effets débilissants. Il faut mobiliser au sens large. Mais cette revalorisation de la politique est difficile à réintroduire car les structures ne la favorisent pas », constate-t-il.

des bénéfiques 40 fois supérieurs à l'investissement. Quant au combat en matière de changements climatiques, il arrive en tout dernier lieu: trop d'investissements de base pour ce qu'ils rapporteraient en dividendes.

Depuis la réunion de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle, en décembre 1999, la société civile réclame la fin du néolibéralisme. Le G21, dirigé par le Brésil, la Chine, l'Inde et un groupe de quatre pays africains (Bénin, Burkina Faso, Tchad et Mali) ont d'ailleurs fait échouer des discussions à l'OMC en 2003.



Jules Dufour, professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) estime que nous sommes arrivés à une période charnière. Selon lui, les changements

Sida : Investir 27 milliards de dollars pour éviter 28 millions de nouveaux cas d'ici 2010 rapporterait des bénéfiques 40 fois supérieurs à l'investissement.

économiques réclamés par des pays pauvres et par la société civile seraient la base de la sécurité de notre société face à la mondialisation. « La sécurité nationale, c'est un système de gouvernance qui permet à tous de participer aux décisions qui les concernent; un système où le patrimoine collectif peut profiter à tous de façon équitable. C'est la sécurité coopérative et solidaire qui assure le respect du droit à des services de santé universels et à un système d'éducation complet et de grande qualité », avance-t-il.

Délocalisation et progrès

Délocaliser une entreprise n'a rien de nouveau. Au début du 20^e siècle, la performance de l'industrie américaine

du textile et du vêtement a mis fin à la domination britannique. Après la Seconde Guerre mondiale, les produits manufacturés du Japon ont envahi les marchés américains, malgré l'imposition de quotas. Et à partir des années 80, les entreprises américaines se sont installées dans les *maquilladoras* à la frontière américano-mexicaine, pour ensuite revendre leurs produits sur le marché des États-Unis.

De son côté, dans son rapport annuel de 2004, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUED) annonçait une cascade de déplacements des activités économiques vers l'étranger. La CNUED estime, par exemple, que le chiffre d'affaires du secteur des services informatiques occi-

Le combat en matière de changements climatiques arrive en tout dernier lieu: trop d'investissements de base pour ce qu'ils rapporteraient en dividendes.

dentaux en provenance des pays émergents s'élèvera à 24 milliards de dollars américains en 2007.

« C'est illusoire d'imaginer qu'on va réussir à conserver certaines catégories d'emplois au Québec si l'économie connaît des changements continuels

sur la planète », affirme **Emmanuel Nyahoho**, professeur titulaire d'économie et de finance internationale à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP).

Le consommateur cherche à se procurer des biens à faible prix. Si vous pou-

vez trouver une façon de lui en offrir, pourquoi n'en saisisrait-il pas l'occasion? Serait-on d'accord aujourd'hui pour renoncer à la mécanisation du secteur agricole uniquement pour conserver des emplois? Les pertes d'emplois ne résultent pas uniquement

Y a-t-il une vie après le capitalisme?

Avec une question pareille, je ne pouvais qu'assister à une rencontre de la gauche américaine! Nous étions en août, une semaine avant le Congrès national des Républicains à New York. Les journaux de masse new-yorkais n'en avaient que pour cet événement. Le colloque *Life After the Capitalism* n'a été couvert que par des médias alternatifs. Inscrite comme journaliste pour le magazine *Réseau*, je m'y sentais comme un chien dans un jeu de quilles!

Vedettes de la gauche économique

Le Colloque réunissait dans les locaux du Graduate Center de l'Université de New York des universitaires, des féministes, des humanistes, des artistes et des anarchistes inquiets de la possible réélection de Bush et de la dégradation de l'équité sociale qui en résulterait. Quelques vedettes de la gauche économique y assistaient, dont le journaliste Michael Albert, éditeur du webzine *Z Magazine* et auteur d'un livre qui a inspiré le nom du colloque. Un communicateur convaincu et charismatique.

La Canadienne Naomi Klein, auteure du livre *No Logo*, traduit en 27 langues, et du documentaire *The Take*, y participait à titre de conférencière prestigieuse.

« Bush nous prend pour des gens stupides. Nous sommes tous aveuglés par le culte de la personnalité. Nous devons revenir à des actions locales, que ce soit en faveur des Premières Nations ou contre la pauvreté. Nous engager non seulement dans une action, mais également pour changer les lois. Nous donner suffisamment d'espace pour installer notre philosophie de l'économie. Regardons les choses en face: l'économie de l'Argentine a pris 30 ans à s'écrouler, celle de l'Irak s'est effondrée en six mois. C'est parce que le capitalisme ne fonctionne pas », expliqua Naomi Klein.

Une relève pour l'après-Bush

J'étais effectivement en plein territoire de la gauche américaine qui, à mon grand étonnement, ne carburait pas au militantisme « gogauche ». Au contraire! Cette faction intellectuelle s'adonne à des réflexions sérieuses sur l'économie, elle est studieuse et assurément rafraîchissante. C'est tout optimiste que je suis revenue à Montréal.

Quatre valeurs fondamentales

En journaliste qui maîtrise le médium, Michael Albert diffuse son message économique avec aisance. « Quelles valeurs voulons-nous véhiculer? La solidarité, une diversité d'opinions et de choix, l'équité, avoir une prise sur les décisions qui nous concernent? Pourquoi? Parce que nous sommes des êtres moraux et que nous croyons qu'un monde meilleur est possible. Socialiser les marchés ne veut pas dire soviétiser l'économie. En terme de coordination, ça veut dire avoir un mouvement qui s'exprime avec des valeurs économiques », martèle-t-il.

Le libre-marché : un désastre

Peter Staudenmaier, universitaire actif au sein de l'Institute for Social Ecology, lequel est rattaché à l'université de Burlington aux États-Unis, juge la démarche d'Albert beaucoup trop théorique. « Ce sont toutes de très belles valeurs qui ne veulent rien dire. Le libre-marché est un désastre qui crée un environnement de pertes. Nous sommes devenus hostiles les uns face aux autres



car nous devons apprendre à devenir des capitalistes. Il n'y a pas d'espace pour développer et partager le meilleur de nous-mêmes. Avec ces quatre grandes valeurs, 20 % seulement de la population profitera aisément de la vie, puis dominera le 80 % ». Le chercheur d'origine

allemande propose plutôt de réduire les coûts et de ralentir la production et la consommation afin de briser l'individualisation qu'engendre le capitalisme

The party is over!

Comment devons-nous structurer les changements économiques, se sont demandé des participants? « Il est essentiel d'approfondir notre relation au capitalisme. De le rendre plus flexible, plus fluide, de le décentraliser, de le rendre conscient des cultures diverses. Surtout de le rendre imaginatif », propose Bilal El Amine, conférencier à l'atelier *The Party is Over! Post Party Politics*.

« Socialiser les marchés ne veut pas dire soviétiser l'économie. »

Serait-on d'accord aujourd'hui pour renoncer à la mécanisation du secteur agricole uniquement pour conserver des emplois?

de la délocalisation, poursuit M. Nyahoho, elles viennent aussi de l'introduction des nouvelles technologies et d'une hausse de la valeur des biens de service ».

Les coûts de la délocalisation

« Lorsque nous craignons que nos entreprises investissent ailleurs pour réduire leurs coûts de main-d'œuvre, nous oublions que ces entreprises doivent aussi calculer des coûts autres avant de s'installer dans des villes émergentes comme Shanghai, des coûts de transport, d'infrastructures énergétiques, d'aqueduc, de communication,



cela sans compter les problèmes de congestion routière et d'impact sur la qualité de vie », rappelle **Benoît Mario Papillon**, professeur d'économie et direc-

teur du Département des sciences de la gestion à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

Plusieurs se rendent compte que la délocalisation est beaucoup moins avantageuse que prévu. Prenons l'exemple d'une aluminerie au Saguenay où l'on paie les travailleurs 20 \$ à 25 \$/heure. La matière première qu'on y utilise, la bauxite, est importée des pays en voie de développement. Mais Alcan demeure au Québec car elle profite d'un approvisionnement constant en électricité à très bas prix. Si l'entreprise devait construire sa propre centrale électrique, elle devrait investir deux milliards de dollars. Ce qui l'obligerait à hausser ses prix sur les marchés de Boston et de New York.

Dans les pays en voie de développement, les infrastructures routières sont souvent inadéquates et les coûts de communication exorbitants. Le seul fait de constamment vérifier par téléphone la livraison des fournitures peut faire grimper les coûts de manière exponentielle. « Lorsque nous avons signé l'ALENA avec le Mexi-

que, des opposants avaient prédit la fin de secteurs entiers de l'économie canadienne. Or, les entreprises ont vite compris qu'elles avaient encore avantage à faire produire localement, en Beauce, par exemple, bien que la main-d'œuvre mexicaine soit moins chère. Aujourd'hui, les exportations québécoises ont augmenté. En contrepartie, en laissant aux Mexicains la possibilité de nous vendre ce qu'ils produisent à un coût moindre, nous les encourageons à mettre en place des infrastructures qui vont abaisser les coûts de délocalisation des entreprises », explique M. Papillon.

Reclassifier les travailleurs

Que faire alors des travailleurs qui perdront leur emploi au profit de ceux des pays en voie de développement? « Le défi, c'est de les reclassifier, poursuit M. Nyahoho. Ça demande un minimum de formation. Le gouvernement a donc un rôle d'assistance à assumer. Il faut des protections du revenu pour les démunis. Les entreprises québécoises doivent se trouver des créneaux d'excellence. Ça prend une politique de subvention discrétionnaire, planifiée et stratégique. Couper les subventions aux entreprises, c'est de l'illusion. »

« S'opposer au mouvement de délocalisation, c'est comme se mettre la tête dans un sac, enchaîne Benoît Mario Papillon. On ne pourra jamais imposer des tarifs suffisamment élevés pour stopper le commerce des produits. Ce qui nous pénalise économiquement, c'est que les salaires du secteur public restent protégés de la concurrence pratiquée par les pays en voie de développement, alors que les salaires des secteurs manufacturiers, eux, ont baissé. Voulons-nous tolérer ces inégalités entre les travailleurs? C'est une question d'équité et de justice sociale. L'enjeu fondamental, c'est de comprendre que les inégalités créent une dynamique qui compromet la croissance à long terme. » ■

La troisième vie de Sorel-Tracy

À la fin du 19^e siècle, le prospère chantier maritime de Sorel est devenu le lieu d'hivernage de la flotte de bateaux du gouvernement fédéral. Abandonné au milieu du 20^e siècle, le chantier est racheté par la famille Simard qui participe à l'effort de la Seconde Guerre mondiale par la fabrication de bateaux en acier pour l'armée canadienne. La paix rétablie, les Simard attirent des industries dans les secteurs du textile, des pâtes et papiers et de la peinture. Cette seconde relance s'écroule à son tour au tournant des années 90.

« L'histoire de la région révèle une incroyable capacité à rebondir, grâce à l'attachement très fort de la population pour ce territoire ouvert sur le lac Saint-Pierre. Il fallait inciter avec patience les décideurs économiques, sociaux et politiques à bâtir l'avenir en misant sur l'héritage légué par les entreprises antérieures qui ont pollué des centaines d'hectares de terrain et une partie du fleuve. C'est ce qui a donné naissance à une expertise en dépollution industrielle », observe **Yves Bélanger**, professeur en économie politique et directeur de recherche en reconversion industrielle à l'UQAM, qui œuvre dans la région depuis quinze ans.

La reconversion ne lui semble pas gagnée pour autant. « Les gouvernements ont tendance à donner des masques à gaz aux régions qui sont asphyxiées par la délocalisation économique au lieu de leur fournir des ressources. On est mal équipé, mal informé pour suivre l'évolution rapide du marché mondial et connaître les tactiques des compétiteurs. Si ça joue des mauvais tours à une ville comme Montréal, imaginez comment une région telle la Côte-Nord peut y faire face. Sorel-Tracy jouit d'un emplacement géographique exceptionnel, c'est ce qui évite de mettre la région sous respirateur artificiel », complète Yves Bélanger.